

Ethiopie: un journaliste, un ex-juge et un opposant accusés de contrebande

ADDIS ABEBA (AFP) - Un correspondant local de la radio publique américaine Voice of America (VOA), un ancien juge de la cour suprême et un opposant en exil, accusés de contrebande en Ethiopie, risquent de lourdes peine de prison.



Meleskashew Ameha, du service amharique (la principale langue en Ethiopie) de VOA, a été arrêté fin mai sous l'accusation de contrebande.

Après deux semaines de détention au centre des douanes éthiopiennes, il a été libéré sous caution puis a comparu mi-juin avec son co-accusé, le président du Conseil indépendant des droits de l'Homme en Ethiopie, Abebe Worke, ancien juge de la Cour suprême d'Ethiopie.

L'accusation a demandé à la cour un délai supplémentaire pour instruire son dossier basé sur "l'importation et la vente illégales" d'équipements de diffusion radiophonique acquis en 2002 pour le compte d'une société --Addis Broadcasting Company (ABC)-- fondée notamment par l'opposant en exil aux Etats-Unis Berhanu Nega.

M. Nega est jugé par défaut dans cette affaire dont la prochaine audience a été fixée à la fin de la semaine. Les accusés risquent jusqu'à 15 ans de prison pour importation illégale de matériel radio et tentative de vente illégale, selon leurs avocats.

N'ayant pas obtenu l'autorisation des autorités de diffuser, les actionnaires d'ABC avaient décidé de vendre le matériel acquis grâce à une subvention de l'ambassade de Norvège, qui avait également fait entrer les équipements en Ethiopie sans payer de taxes.

Souhaitant minimiser l'affaire, l'avocat du journaliste, Atenafu Bogale, a déclaré ne pas croire à "une dimension politique dans ce procès. Il s'agit d'un cas d'évasion fiscale".

"C'est à vous de deviner s'il y a d'autres motivations; moi je suis avocat et je me concentre sur l'aspect légal de l'affaire, pas sur l'aspect politique", a de son côté indiqué l'avocat de M. Abebe, Me Tameru Wondimagegn.

Les autorités éthiopiennes reprochent depuis plusieurs semaines à VOA d'être favorable à l'opposition. En mai, Meleskashew et un de ses collègues éthiopiens, avaient vu leurs accréditations momentanément retirées par le ministère de la Communication. Ils n'ont pu

reprendre leur travail qu'après intervention de l'ambassade américaine et de l'Association des correspondants étrangers en Ethiopie (FCAE).

"J'ai été convoqué deux fois depuis au ministère et ils m'ont dit que si je continue comme ça ils me retireront mon accréditation. Mais je ne fais que mon travail", a expliqué l'un d'eux à l'AFP.

"Le service amharique de VOA agit comme un parti politique, pas comme un média honnête. Mais nous n'avons pas de problèmes avec des individus qui travaillent pour VOA, nous avons un problème avec l'institution", a récemment expliqué à l'AFP le ministre de la Communication Bereket Simon.

Au début du mois, le gouvernement a suspendu les programmes de VOA, essentiellement de la musique et des flashs d'actualités, qui étaient rediffusés par une radio FM locale d'Addis Abeba, Sheger FM.

Ces mesures s'inscrivent dans un contexte plus large avec la préparation des élections générales prévues pour juin 2010, et les lourdes accusations pesant contre l'un des principaux opposants, Berhanu Nega.

Celui-ci est accusé par le gouvernement d'être le cerveau d'un complot qui visait à assassiner des responsables éthiopiens et à détruire des installations. Trente-deux personnes, essentiellement des militaires d'active ou en retraite ont été arrêtés dans cette affaire actuellement devant le tribunal.